



Thibault BAZIN

Député de Meurthe-et-Moselle
Conseiller départemental

Lunéville, le 15 janvier 2019

Communiqué du député LR Thibault BAZIN sur le « Grand Débat » lancé aujourd'hui par le Président de la République

« Notre pays traverse une crise politique profonde. Le mouvement social, dit des « gilets jaunes », initié le 17 novembre dernier, va connaître son acte X samedi prochain. Espérons que notre pays ne connaisse pas à nouveau des scènes de violence.

Le Président de la République a tardé à prendre la mesure du ras-le-bol. Je le regrette, tout comme ses propos méprisants. Nous pouvons aussi déplorer l'absence de parole claire des extrêmes pour condamner les violences. Manifester, oui, mais dans le respect des biens et des personnes et de la liberté de la presse.

Cela étant dit, un « grand débat » est proposé aux Français. Il ne nous revient pas de l'organiser mais nous devons y participer. **Il est de notre responsabilité d'aider la France à retrouver la sérénité.**

Je crois, pour ma part, qu'il faut apporter des réponses structurelles à la **demande légitime d'amélioration du pouvoir d'achat pour les classes « moyennes »**.

Pour autant, nous ne sommes pas naïfs sur les modalités envisagées qui ne sont pas encore totalement clarifiées.

Pour réussir le débat, il faut assurer la neutralité de son pilotage en faisant appel à des personnes indépendantes. Nous ne pouvons pas accepter que le débat soit piloté par deux ministres chargés d'assurer la promotion de la politique gouvernementale. Sinon, nous prenons le risque que ce grand débat génère de grandes déceptions. Je ne suis pas sûr que les « garants » promis suffisent à nous rassurer.

Cette question de la neutralité a joué aussi dans la démission de Mme Chantal JOUANNO qui n'est pas uniquement due aux révélations sur son salaire (démission partielle peu compréhensible d'ailleurs sachant qu'elle conserve son titre et son salaire).

Le président, après avoir montré peu de considérations envers les élus locaux depuis dix-huit mois, souhaite faire reposer ce débat sur les communes. Or, ce n'est pas aux maires d'être à la tribune et de faire le compte-rendu. **C'est à l'Etat de l'assumer.**

Je regrette l'absence de rôle donné aux parlementaires. Il faudrait au contraire **revenir aux fondamentaux de la démocratie représentative.** Le Parlement est pourtant le lieu prévu par nos institutions pour un tel débat, surtout que les demandes relèvent majoritairement de politiques nationales. Et le débat ne doit pas être limité du 15 janvier au 15 mars.

Permanence parlementaire de Thibault BAZIN

17, rue Sadi Carnot – 54300 LUNEVILLE – Port : 06 70 70 25 13

Mail : geoffrey.meresse-volleaux@clb-an.fr



Il manque la question de la gouvernance dans la litanie des questions posées par le Président de la République dans sa Lettre aux Français. Ces derniers pourraient, par exemple, **s'exprimer sur le comportement qu'ils attendent du Président de la République.**

Un des défis posés selon moi par cette crise politique consiste à vivifier notre démocratie parlementaire :

- en questionnant la pertinence du quinquennat et d'une soumission de fait du pouvoir législatif au pouvoir exécutif
- en permettant aux représentants des citoyens de travailler pour et avec eux en assurant de la proximité, en facilitant l'écoute, en apportant des moyens pro-actifs à ces représentants

Enfin, le débat ne prévoit rien non plus sur les moyens que nous nous donnons pour mieux lutter contre le terrorisme alors que nous avons été encore frappés en décembre dernier à Strasbourg par un terrible attentat. **Permettons aux Français de s'exprimer sur tous les sujets d'actualité qui les préoccupent.** »